dit ce mémoire de l'attitude du gouvernement du Canada à cet égard. Il parle des différentes possibilités:

Comme nous l'avons déjà dit, on n'a évalué en détail ni la possibilité de réalisation, ni le coût, ni les avantages d'aucune de ces diverses méthodes.

Il s'agit des méthodes de dérivation du Columbia.

On a indiqué le tracé des dérivations seulement sur papier, après peu ou pas d'enquêtes sur place quant aux conditions du terrain ou du sol. Il est intéressant de constater que cela n'empêche aucunement le gouvernement du Canada de donner, quant au coût par unité, des chiffres provenant du même rapport Crippen-Wright, afin de démontrer que les autres sources possibles coûteraient beaucoup moins cher. Ces chiffres n'ont évidemment de valeur que si l'on considère en même temps dans quelle région nous aurons besoin d'eau plus tard, des quantités à prévoir, des tracés de dérivation et des avantages possibles. ...Il devrait être tout aussi évident qu'on ne peut comparer le coût par unité d'une dérivation de 26,000 pieds cubes par seconde dans la Saskatchewan-nord au coût par unité d'une dérivation de 6,000 pieds cubes par seconde dans le bassin de la Saskatchewan-sud ou même vers un point plus élevé, dans le bassin de la Saskatchewan-nord, d'où l'eau pourrait être plus facilement dérivée vers le sud.

On ne peut tirer que des conclusions d'ordre très général des enquêtes menées jusqu'ici, mais ces conclusions démontrent clairement que la dérivation des eaux du Columbia vers les Prairies pourrait bien être un élément excessivement important de tout programme hydraulique futur des provinces des Prairies, si l'on tient compte des régions où l'on aura besoin d'eau à l'avenir, des quantités requises et des avantages possibles pour la région des Prairies et tout l'Ouest du Canada.

Dans sa déposition devant le comité, M. Cass-Beggs a parlé de certains aspects se rattachant au coût estimatif des diverses solutions de rechange que le savant secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin), d'autres témoins convoqués devant le comité par le gouvernement et d'autres membres du comité lui avaient proposées, ainsi qu'aux provinces des Prairies, avec tant de bienveillance. Il a signalé qu'il serait peut-être sage de noter les distances relatives. Tandis que les eaux du Columbia étaient à 300 milles environ du lieux où on les utiliserait dans les provinces des Prairies, la rivière de la Paix était à près de 950 milles; aucune estimation n'avait été faite des frais de dérivation et, de plus, il faudrait affecter immédiatement des sommes beaucoup plus élevées encore à l'aménagement des installations nécessaires à la dérivation des eaux du Columbia vers le bassin de la rivière Saskatchewan. M. Cass-Beggs a indiqué que les intérêts à payer sur ces vastes placements de capitaux, plusieurs décennies avant que ce soit nécessaire, constitueraient un fardeau beaucoup plus onéreux que les frais du programme de dérivation des eaux du Columbia. Toutefois,

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

les témoins convoqués par le gouvernement n'ont pas étudié attentivement tous ces problèmes. On ne leur a pas demandé de le faire. On les a seulement priés d'étudier la question de l'énergie et, dans un cas, le problème strictement financier; la substance des témoignages diminue alors à un tel point qu'il n'en reste plus rien. On nous a répété à maintes reprises qu'il n'y avait aucun danger que la maîtrise de nos ressources hydrauliques nous soit enlevée par les États-Unis. On douta de certains témoignages peu sûrs, d'après lesquels on aurait repris certains projets visant à dériver les eaux du Columbia vers les États du Sud-Ouest américain. Il y a quelque temps, cependant, les journaux ont mentionné que la *Parsons Engineering Company* avait préparé des projets encore plus audacieux en vue de la dérivation des eaux de l'Athabaska, de la rivière de la Paix, du Mackenzie, du Columbia et du Fraser afin de répondre aux besoins des États du Sud-Ouest. Certains députés peuvent dire qu'il s'agit de projets grandioses qui ne seront vraisemblablement jamais réalisés, mais il faudrait être téméraire pour imposer aujourd'hui une limite à l'ingéniosité de l'homme. A mon sens, ces faits démontrent que les États-Unis jettent des yeux envieux sur les ressources hydrauliques du Canada, tandis que chez nous, certains surveillent étroitement le gouvernement afin qu'il conserve les réserves d'eau suffisantes pour répondre aux besoins futurs.

Je reconnais sans réserve que nous devons collaborer avec les États-Unis. Nulle personne sensée n'adopterait une autre attitude en face de cette entreprise. J'ai été surpris de la façon dont certains témoins du gouvernement et certains membres du gouvernement faisant partie du comité ont érigé un homme de paille sous forme de proposition selon laquelle si nous refusons de ratifier ce traité, les Américains ne voudront plus jouer avec nous et rentreront chez eux. Rien ne pourrait être plus ridicule ni plus absurde. On nous dit, en dépit de toutes les preuves du contraire, que les Américains ont d'autres possibilités quant aux bassins de retenue, pour lutter contre les crues. Mais le moindre examen des témoignages nous montre que tous leurs bassins de retenue sont soumis aux pressions les plus fortes, exercées par les intérêts locaux pour d'autres fins, et même s'ils étaient disponibles, ils seraient insuffisants pour suffire à la régularisation des crues. Dire que les Américains ne sont que faiblement intéressés à ce traité et qu'ils l'ont signé uniquement pour accommoder leurs bons amis canadiens est une chose trop difficile à avaler,